



## **Déclaration de la FNEC-FP-FO au CTSD Carte scolaire 1er degré Mardi 7 septembre 2021**

Monsieur l'IA-DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Profitant de la pandémie, notre ministre, dans la ligne gouvernementale, entend poursuivre son offensive contre l'École Publique, les statuts et les conditions de travail des personnels en tournant le dos aux revendications :

Avec son Grenelle, il n'accorde que quelques miettes à certains alors que la totalité des collègues sont confrontés au blocage du point d'indice qui dure quasiment sans discontinuer depuis 2010 !

Il entend avancer dans son objectif de mise en place de directeurs supérieurs hiérarchiques en annonçant la création d'un « emploi fonctionnel » pour certains directeurs d'école qui seraient soumis à une lettre de mission de l'IA-DASEN !

Il généralise la mise en œuvre des « constellations », niant ainsi la liberté pour les personnels de choisir leurs propres animations pédagogiques, pour imposer l'auto-formation et l'auto-évaluation entre enseignants et pour remettre en cause leurs obligations de service !

Il invente des contractuels-étudiants, rémunérés en dessous du SMIC, chargés dans le cadre de leur formation de prendre en charge des classes à tiers temps, en imposant à certains collègues, notamment les directeurs, d'en être les tuteurs ! Dans notre département, malgré les promesses, certains se retrouvent loin de leur lieu de formation et d'habitation sans moyen de transport.

Il continue à ne pas répondre aux revendications des AESH : toujours pas de statut de la fonction publique, toujours pas de vrai salaire. Pire, une mise en place coûte que coûte des PIAL qui organisent la mutualisation-diminution de l'accompagnement apporté aux élèves en situation de handicap et qui imposent aux AESH une affectation sur plusieurs écoles ou établissements.

Le président Macron veut expérimenter à Marseille la casse de l'École publique et la destruction des statuts prétextant un statut dérogatoire spécial pour 50 écoles marseillaises dès la rentrée 2022. Dans ces écoles, les directeurs choisiront les enseignants et disposeront d'une large autonomie pour adapter les horaires, les rythmes scolaires avec la participation « d'acteurs extrascolaires ». Il n'hésite pas à s'en prendre aux personnels des écoles publiques, « absentéistes » et « qui font trop la grève » : une véritable déclaration de guerre.

Mais qui a supprimé des postes depuis des années ? Qui n'a pas donné les moyens aux écoles et dans le second degré si ce n'est le gouvernement ? Le chef de l'Etat veut ouvrir une brèche supplémentaire contre le statut des personnels et le cadre national de l'École publique. Les

annonces du Président de la République sont totalement cohérentes avec les 12 engagements du « Grenelle » de Blanquer qui prévoient la déréglementation à tous les étages de l'Ecole, l'éclatement des règles, des statuts, des droits et du fonctionnement de l'Ecole.

L'Ecole publique ne peut se concevoir, pour jouer totalement son rôle dans l'instruction de tous les élèves, qu'en préservant les statuts, en créant des postes, en arrêtant de la soumettre à toutes les pressions extérieures.

Cette rentrée scolaire, marquée par le refus persistant du ministre de créer les postes nécessaires pour alléger les effectifs par classe et améliorer le remplacement des enseignants absents s'illustre parfaitement dans notre département.

Le ministre refuse de recruter en urgence en tant que fonctionnaires stagiaires la totalité des candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires. Dans le meilleur des cas, le ministre ne leur propose que d'être ... contractuels ! Quel mépris !

Dans notre département cette rentrée interpelle car jamais nous n'en avons connu de pire! La Haute-Garonne a toujours été attractive pour les enseignants. Les candidats au concours sont nombreux et les enseignants titulaires volontaires pour l'intégrer se bousculent.

La FNEC FP FO dénonce l'ouverture d'une seule place sur la Liste Complémentaire de Haute-Garonne dans le 1er degré. Il est urgent d'appeler les 13 collègues encore en attente même si cela ne sera pas encore suffisant.

Nous le répétons, jamais une rentrée n'aura été plus catastrophique. Du jamais vu en Haute-Garonne ! Des classes en élémentaire à plus de 27. Des postes sans enseignants. Des écoles sans directeur. Des TR « bloqués » sur des postes à l'année ou presque. Un recrutement massif de contractuels le 1<sup>er</sup> septembre en lieu et place d'enseignants titulaires. Des circonscriptions déjà sans remplaçant. La formation continue suspendue le 6 septembre malgré « *un plan modeste mais réaliste* » présenté en juin! Inimaginable et injustifiable !

Malgré quelques tours de passe-passe habiles mais peu subtils, de nombreuses classes sont surchargées en cette rentrée 2021. Des GS-CP imposés (à Larra par exemple), des effectifs mutualisés dans des écoles différentes (à Tarabel), des fermetures maintenues là où les effectifs nécessiteraient une ouverture (à Labège), une classe unique à 27 ou encore les non-ouvertures au seuil (à Cadours et bien d'autres) n'ont pas réussi à masquer l'évidence : il faut plus de postes en Haute-Garonne.

Vous avez décidé des ouvertures de classes dès ce jeudi. Si nous nous félicitons toujours d'une ouverture de classe, la procédure est pourtant déconcertante tant pour nous qui siégeons aux instances carte scolaire que pour les collègues. Vous allez sans doute nous répondre que vous avez répondu à l'urgence de la situation. En fait, nous vous avons dit que les effectifs nécessitaient ces ouvertures (et d'autres encore) dès juin voire février ! On évite difficilement des ajustements en septembre, mais pour le bon fonctionnement de nos écoles et de nos instances, elles doivent être à la marge et non répondre à une urgence de quelques mois.

Le SNUDI-FO, dès cette rentrée, est au côté des personnels pour préparer la mobilisation pour gagner sur toutes nos revendications :

- Abrogation de la loi « de gestion de la crise sanitaire » instaurant le pass sanitaire ! Aucune

sanction, aucune pression vis-à-vis des personnels !

-Création immédiate des postes nécessaires et recrutement de tous les candidats aux concours inscrits sur les listes complémentaires !

-Augmentation de 20% de la valeur du point d'indice et augmentation indiciaire immédiate de 183€ nets mensuels pour tous !

-Abandon de la loi Rilhac et du projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur et satisfaction de toutes les revendications sur la direction, en termes de décharges, d'indemnités, d'aide administrative et d'allègement des tâches !

-Abandon du dispositif des constellations, mis en place dans la logique de l'accompagnement PPCR, et retour au libre choix pour les personnels de leurs formations !

- Un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH ! Abandon des PIAL !

Des parents d'élèves des écoles Georges Lapierre à Tournefeuille, Mailhos à Toulouse ou encore L'autan à Labège sont mobilisés et rassemblés en ce moment même devant le rectorat et réclament des ouvertures de classes et un recrutement massif d'enseignants titulaires pour qu'il y ait un enseignant devant chaque classe.

La réception des documents de travail hier soir à 21h30, veille de CTSD ainsi que les erreurs déjà relevées ne permettent pas aux syndicats de faire correctement leur travail, aussi après avoir défendu les dossiers confiés à ce jour nous comptons sur les autres organisations syndicales pour voter contre le projet de carte scolaire afin de tenir un CTSD de repli dans des conditions normales.

Pour terminer sur une perspective d'amélioration de la situation actuelle : vous avez aujourd'hui l'occasion d'appliquer le meilleur des « gestes barrières », la création de postes, l'ouverture de classes et donc la baisse des effectifs.